



**Pétition FSU sur les salaires : 13,5 % de baisse de pouvoir d'achat depuis 2000, ça suffit !**

**Il est grand temps de revendiquer un juste rattrapage en nous dégageant des pièges de la culpabilisation et de la résignation.**

Depuis près de 30 ans, les fonctionnaires subissent une érosion lente mais continue de leur pouvoir d'achat. Ainsi, alors que les revenus du travail baissent constamment, ceux du capital atteignent des sommets indécentes ! Les inégalités se creusent et une certaine paupérisation des agents à faible indice de rémunération s'installe. Si pour les enseignants et enseignants-chercheurs, aux revenus plus corrects, les conséquences sont moins graves, la situation qu'ils vivent n'en est pas moins injuste et l'attractivité du métier chute dangereusement, hypothéquant ainsi la qualité des recrutements.

Trois facteurs entrent en ligne de compte dans la baisse du pouvoir d'achat des fonctionnaires :

1) **La désindexation de la valeur du point d'indice brut sur les prix** : Appliquée depuis 83/84, elle a engendré une baisse de pouvoir d'achat ceci, au gré des gouvernements successifs qui s'en sont servi comme variable pour réduire les dépenses de l'État en application des dogmes européens. Ainsi, depuis des années, nous subissons un quasi blocage de la valeur du point d'indice, avec son caractère très insidieux car, pour les collègues déjà en poste, l'avancement de carrière rend quasi invisible les pertes de pouvoir d'achat. Par contre, il n'en est pas de même pour les nouveaux recrutés ainsi que les collègues bloqués en fin de carrière !

La perte est énorme : 13,5 % depuis 2000 et de 23 % depuis 1985 (source INSEE et feuille de paye)!

2) **La politique privilégiant les primes** et sapant ainsi tout financement de la sécurité sociale et des retraites, ce qui a des répercussions sur les cotisations sociales (voir ci-après).

3) **Baisse du salaire net par une répartition différente du financement de la protection sociale** (santé, retraites, etc) la faisant reposer de plus en plus sur les salariés et moins sur les employeurs. Depuis quelques décennies, le vocabulaire des penseurs et propagandistes du capitalisme libéral n'est-il pas axé sur le « *coût du travail qui serait trop élevé* », les cotisations sociales patronales considérées comme des « *charges* » et non un investissement normal lié au fait que la moitié de la vie des salariés se passe au travail, et le fameux « *fonctionnaires = nantis* »... Malheureusement, il faut bien reconnaître une efficacité certaine de ce discours à anesthésier le monde salarial, à engendrer une résignation, voire une culpabilisation des victimes !

Il ne tient cependant qu'à nous tous que ces injustices cessent et il est grand temps que les collègues revendiquent, comme il est naturel, un net rattrapage. La pétition (<http://www.fsu.fr/petitions/?p=3>) de la FSU en est l'occasion.

Gérard TOLLET : membre du bureau national.